



Paris le 17 février 2026

Mesdames, Messieurs,

Le 10 février 2026, la côte nord-est de Madagascar a été frappée de plein fouet par le cyclone Gezani avec des vents atteignant jusqu'à 250 km/h. Le gouvernement malgache a décrété l'état de « sinistre national ». La ville portuaire de Toamasina (région Atsinanana) est particulièrement affectée :

- Selon les premières estimations, 80% des infrastructures de la ville ont été endommagées ou détruites, avec des quartiers entiers rasés, des rues inondées et des coupures généralisées d'électricité et d'eau courante. Les services éducatifs et sanitaires ont été sévèrement touchés : 2 hôpitaux CHU endommagés, 28 centres de santé de base partiellement ou totalement détruits, plus de 700 salles de classe partiellement ou totalement détruites. Les dégâts sont chiffrés à plus de 142 millions de dollars.
- Selon le Bureau national de gestion des risques et des catastrophes (BNGRC), le bilan humain s'élève désormais à 59 décès, 804 blessés et 15 personnes portées disparues.
- Au total, 423 986 personnes (soit 104 706 ménages) sont sinistrées et 16 428 personnes ont été déplacées dans des sites d'hébergement ou chez des proches. Des dizaines de milliers de maisons ont été endommagées ou détruites.

À l'intérieur des terres, la capitale du pays, Antananarivo (région Analamanga), bien que située à 351km de Tamatave, a également été concernée par les retombées du phénomène. Les autorités météorologiques ont émis une alerte jaune pour la région Analamanga, indiquant un risque accru de fortes pluies et d'inondations qui pourraient entraîner des perturbations, notamment sur les réseaux routiers et les infrastructures urbaines.

Le passage du cyclone Gezani s'ajoute à une situation humanitaire déjà fragile, la côte nord-ouest du pays, dans la région Boeny, ayant déjà subi le passage du cyclone Fytia le 31 janvier 2026. Dans ce contexte, les organisations humanitaires alertent sur une hausse exponentielle des besoins alimentaires et d'assistance continue en matière d'accès aux services de base (abris, eau potable, soins médicaux). Le Programme alimentaire mondial (PAM) estime le nombre de personnes ayant urgemment besoin d'une aide alimentaire à plus de 400 000.

Face à cette catastrophe, plusieurs collectivités membres de Cités Unies France ont exprimé leur solidarité envers la population malgache. Fidèle à sa mission de coordination et de soutien à la coopération décentralisée, Cités Unies France a ainsi décidé d'ouvrir un fonds de solidarité dédié aux territoires sinistrés.

Ce fonds permettra aux collectivités territoriales françaises de participer à une réponse collective, concertée et efficace pour accompagner Madagascar dans les phases de réhabilitation et de reconstruction, en complément de l'aide internationale d'urgence coordonnée par l'Etat malgache, et ses partenaires.

Toutes les collectivités souhaitant contribuer à cette initiative et pourront, si elles le souhaitent, intégrer le comité des donateurs qui définira les priorités d'action et les projets à soutenir en étroite coordination avec les partenaires malgaches et les autorités concernées.

CUF reste en contact avec ses partenaires institutionnels et les représentations françaises afin d'assurer une coordination efficace de cette solidarité internationale.

Pour toute information complémentaire, nous vous invitons à prendre attache avec Simoné Giovetti, Délégué plaidoyer international, fonds de solidarité, crises ([s.giovetti@cites-unies-france.org](mailto:s.giovetti@cites-unies-france.org)) et Florence Rabezandrianisoa, Chargée de mission Afrique de l'Ouest & Madagascar ([f.rabezandrianisoa@cites-unies-france.org](mailto:f.rabezandrianisoa@cites-unies-france.org)).

Vous pouvez également consulter la présentation détaillée des fonds de solidarité de CUF à l'adresse suivante :

<https://cites-unies-france.org/-Fonds-de-solidarite->

Nous vous remercions par avance pour votre engagement et l'expression de votre solidarité envers les populations touchées, et vous prions de recevoir, Madame, Monsieur, l'assurance de notre sincère considération.

Virginie Rouquette  
Directrice générale de Cités Unies France

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Rouquette', with a long, sweeping horizontal stroke extending to the right.